

SECTION DISCIPLINAIRE

ANNÉE 2025-2026

**DECISION
DE LA COMMISSION DE DISCIPLINE COMPÉTENTE
À L'ÉGARD DES USAGERS
UVSQ/2026.01/n°02**

Réunie le jeudi 15 janvier 2026

Affaire de Monsieur

Etaient présents :

- Monsieur Stéphane VINIT, maître de conférences, président de la section disciplinaire,
- Madame Zoubida KEDAD, professeur des universités,
- Monsieur Laurent DUMAS, professeur des universités,
- Madame Johanne LEONSON, étudiante,
- Madame Keilyne SZULMAN, étudiante,
- Monsieur Nathan de LATAULADE, étudiant.

Membres de la commission de discipline

Assistés lors des débats par :

- Monsieur Lucien Kownacki, chargé des affaires juridiques, chargé des fonctions de secrétaire de séance.
- Vu la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et notamment son article 6 § 1^{er} ;
- Vu le code de l'éducation et notamment ses articles R.811-11, R.811-27, R811-28, R.811-28, R.811-29, R.811-36 et R.811-40 ;
- Vu la requête du 22 juillet 2025 par laquelle Monsieur le président de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines a saisi la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers au cas de Monsieur _____ né le _____ étudiant en BUT 1 GEA (Gestion des Entreprises et des Administrations) à l'IUT de Mantes pour l'année 2024-2025, demeurant au _____), pour des faits de nature à porter atteinte à l'ordre, au bon fonctionnement ou à la réputation de l'Université ;
- Vu la désignation de Madame Zoubida KEDAD et de Monsieur Aymeric VEZINAT en qualité de rapporteurs le 8 octobre 2025 ;
- Vu le rapport de la commission d'instruction remis le 15 novembre au Président de la section disciplinaire ;

- Vu l'ensemble des pièces versées au dossier ;

Le dossier disciplinaire et le rapport d'instruction ayant été tenus à la disposition des parties, de leur conseil et des membres de la section disciplinaire dix jours francs avant le jour fixé pour la séance d'examen de l'affaire.

Monsieur _____ dûment convoqué, s'étant présenté à la commission de discipline qui s'est tenue par visioconférence via l'application ZOOM le jeudi 15 janvier 2026 à 14h45.

La commission de discipline délibérant valablement,

APRES AVOIR ENTENDU :

- ☞ Le rapport d'instruction
- ☞ Monsieur _____

APRES EN AVOIR DELIBERÉ :

Considérant que Monsieur _____, s'est présenté à la séance d'examen de l'affaire devant la commission de discipline usagers de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines le jeudi 15 janvier 2026 à 14h45 qui s'est tenue par visioconférence.

Sur la régularité des poursuites engagées par la section disciplinaire et des pièces du dossier :

Considérant que, aux termes de l'article R.811-11 du code de l'éducation, « *relèvent du régime disciplinaire prévu aux articles R.811-10 à R.811-42 : « Tout usager de l'université lorsqu'il est auteur ou complice notamment : [...] 2° De tout fait de nature à porter atteinte à l'ordre, au bon fonctionnement ou à la réputation de l'université »*

Considérant que Monsieur _____ a reçu l'ensemble des pièces justificatives dès le déclenchement des poursuites disciplinaires ;

Considérant que Monsieur _____ a produit des observations par courriel ;

Considérant que conformément aux droits de la défense, Monsieur _____ a pu faire part de ses observations écrites sur les pièces du dossier et à l'oral pendant la séance d'examen de l'affaire et devant les rapporteurs du dossier disciplinaire ;

Sur les faits :

Considérant qu'il est porté à la connaissance du Président de l'Université, en juillet 2025, l'envoi d'un faux certificat médical afin de justifier plusieurs absences qui l'ont rendu défaillant ;

Considérant qu'il est reproché à l'étudiant d'avoir produit un certificat médical couvrant les journées des 12, 13 et 14 février 2025 à la suite de la décision du grand jury, de le déclarer défaillant ;

Considérant qu'un enseignant à l'IUT de Mantes a remarqué que le certificat médical produit était quasiment en tout point semblable à celui établi par le même médecin le 12 décembre 2024 pour 3 jours également ;

Considérant que l'étudiant a reconnu face à cet enseignant avoir produit un faux certificat médical ;

Considérant que durant son audition avec l'un des rapporteurs, il a fait preuve d'une maturité vis-à-vis de son geste et il a déclaré avoir totalement changé d'attitude ;

Considérant que l'étudiant a expliqué avoir agi sous le coup du stress, ayant compris tardivement les conséquences de ses absences sur son parcours universitaire ; a dit avoir souffert de phobie scolaire durant l'année à la suite de sa mise à l'écart dans sa promotion, ce qui a entraîné des d'absences.

Considérant que l'étudiant n'est désormais plus inscrit au sein de l'UVSQ et poursuit son cursus dans un autre établissement ;

Par ces motifs, et après en avoir délibéré, la décision a été prise au scrutin secret :

DÉCIDE

Article 1^{er}

De sanctionner Monsieur d'un blâme.

Article 2

La présente décision sera affichée sans mention du nom et de la date de naissance de l'intéressé au sein de l'IUT de Mantes-en-Yvelines ainsi que sur le site internet de l'UVSQ.

Article 3

La présente décision sera notifiée à Monsieur à Monsieur le Président de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines et à Madame la Rectrice de région académique.

Article 4

La présente décision est exécutoire à compter de sa notification. Conformément à l'article R.421-1 du code de Justice Administrative, un recours pour excès de pouvoir à l'encontre de la présente décision peut être formé dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Versailles ou par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr, à compter de la notification de la présente décision.

Fait à Versailles, le 26 janvier 2026

Le Président de la section disciplinaire,
Monsieur Stéphane Vinit

Le secrétaire de séance,
Lucien Kownacki

